

RCS : ROANNE Code greffe : 4201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ROANNE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2003 B 00094 Numéro SIREN : 448 334 045 Nom ou dénomination : "MA FEE"
--

Ce dépôt a été enregistré le 13/07/2022 sous le numéro de dépôt 2212

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 10 135 525.82 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 11 731 344.51 Euros et dégageant un bénéfice de 849 256.12 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Evolution du Parc

Sur l'exercice, le périmètre de la Société MA FEE a évolué de la manière suivante :

- Parc succursales :

- Fermetures :

- La Succursale de Paris située 86 rue vieille du Temple, au terme d'un protocole transactionnel d'éviction signé avec son bailleur
- La succursale de Paris Montmartre, située 24 rue Yvonne Le Tac, dont elle a donné congé au 30 juin 2021
- La succursale de Cabriès, située Chemin de la Grande Campagne CC AVANT CAP, dont elle a donné congé au 30 avril 2021
- La succursale de Levallois-Perret, située 32 Rue du P. Wilson, dont elle a donné congé au 31 octobre 2021

- Ouvertures :

- Paris-Marais au 24-26 rue Ste Croix de la Bretonnerie-75004 Paris, par prise de bail au 1er avril 2021
- Cambrai au 6 place du 9 octobre -59400 Cambrai, par acquisition du fonds de commerce d'un affilié au 2 janvier 2021

- Parc Corners en Grands magasins :

- Fermetures : néant
- Ouvertures : néant

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Impact de la crise COVID

L'impact de la crise COVID a continué de se faire ressentir tout au long du premier semestre 2021, tant par les restrictions de déplacement que par le troisième confinement de mars à avril. La Société évalue la perte de chiffre d'affaires sur cette période à 2,4M€HT.

Le deuxième semestre, moins touché par les restrictions sanitaires, a permis à la Société de retrouver un niveau d'activité comparable à 2019.

Dans le cadre des dispositifs de soutien mis en place par le gouvernement, la Société a bénéficié du fonds de solidarité et de l'Aide aux coûts fixes pour un montant total de 496K€.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Impact de la crise COVID et de la Guerre en Ukraine :

La guerre en Ukraine ne remet pas en cause les hypothèses et estimations retenus dans le cadre de l'établissement des comptes au 31 décembre 2021.

Aides " Loyers et charges locatives "

Postérieurement à la clôture, la Société a reçu 216 k€ de subventions au titre des aides " Loyers et charges locatives ", mises en place par l'Etat afin de compenser les effets des restrictions d'activités intervenues au cours du premier semestre 2021.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Continuité d'exploitation :

La société MA FEE appartient au groupe La Fée, dont la société mère est la société Fééric. La société Fééric a émis différents instruments obligataires lors de sa reprise par le fonds Silverfleet en 2012, pour un montant de total de 29 737 K€, dont 26 637 K€ détenus par le fonds Silverfleet lui-même. Le remboursement de l'intégralité de ces titres, tant pour leur valeur nominale que pour leurs intérêts capitalisés, doit intervenir contractuellement au plus tard le 13 décembre 2022, la société ne disposant pas actuellement de la trésorerie nécessaire pour honorer cette échéance.

Anticipant cette problématique de trésorerie, le Groupe La Fée est entré dans un processus de cession depuis le mois de décembre 2021, mandatant la banque d'affaires Transaction et Cie pour l'accompagner. Plusieurs offres indicatives attractives émanant de fonds d'investissement de premier ordre, ont été reçues au cours du mois d'avril 2022, permettant d'obtenir un niveau d'assurance élevé sur la conclusion de la cession du Groupe au cours de l'été, qui permettra d'apporter une réponse à la problématique posée par l'échéance de cette dette obligataire. Sur cette base les états financiers ont été établis en application du principe de continuité d'exploitation.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Afin que le lecteur puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est donnée :

- La société MA FEE est membre d'un groupe consolidé dont la société tête de groupe est : FEERIC SAS - n° SIRET : 533 648 523 00025, au capital social de 17 709 285 euros et dont le siège social est situé : 3 Chemin de la Chapelle - 42300 MABLY.

- Suite à la convention intervenue au niveau du groupe formé des sociétés MA FEE, LA FEE et FEERIC ; celui-ci a opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1er janvier 2013. La charge d'impôt est supportée par chaque société, comme en l'absence d'intégration fiscale, sur son résultat propre. Le gain d'impôt provenant de l'intégration fiscale profite à la société tête de groupe, la société FEERIC.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	5 867 717		71 745
Installations générales agencements aménagements divers	1 920 133		
Matériel de transport	2 492 085		212 401
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	58 351		
Emballages récupérables et divers	541 054		1 433
TOTAL	5 011 622		213 834
Prêts, autres immobilisations financières	647 395		170 445
TOTAL	647 395		170 445
TOTAL GENERAL	11 526 735		456 024

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		120 000	5 819 462	5 819 462
Installations générales agencements aménagements divers		486 400	1 433 733	1 433 733
Matériel de transport		25 184	2 679 302	2 679 302
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		16 671	41 679	41 679
Emballages récupérables et divers		29 214	513 273	513 273
TOTAL		557 469	4 667 988	4 667 988
Prêts, autres immobilisations financières		64 965	752 876	752 876
TOTAL		64 965	752 876	752 876
TOTAL GENERAL		742 434	11 240 325	11 240 325

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Installations générales agencements aménagements divers	1 712 366	88 309	435 159	1 365 516
Matériel de transport	1 556 912	326 686	14 263	1 869 335
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	57 555	299	16 477	41 376
Emballages récupérables et divers	402 493	63 880	29 020	437 352
TOTAL	3 729 325	479 174	494 920	3 713 580
TOTAL GENERAL	3 729 325	479 174	494 920	3 713 580

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.générales agenc.aménag.divers	88 309				
Matériel de transport	326 686				
Matériel de bureau informatique mobilier	299				
Emballages récupérables et divers	63 880				
TOTAL	479 174				
TOTAL GENERAL	479 174				

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles	234 848	208 984	152 617		291 215
TOTAL	234 848	208 984	152 617		291 215
TOTAL GENERAL	234 848	208 984	152 617		291 215
Dont dotations et reprises d'exploitation exceptionnelles		208 984	47 625 104 992		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	752 876	-0	752 876
Autres créances clients	360 632	360 632	
Personnel et comptes rattachés	8 810	8 810	
Taxe sur la valeur ajoutée	22 185	22 185	
Groupe et associés	2 618	2 618	
Charges constatées d'avance	530 134	530 134	
TOTAL	1 677 255	924 379	752 876

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	214 500	214 500		
Fournisseurs et comptes rattachés	5 184 781	5 184 781		
Personnel et comptes rattachés	259 393	259 393		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	212 466	212 466		
Autres impôts taxes et assimilés	9 653	9 653		
Groupe et associés	491	491		
Autres dettes	43 903	43 903		
Produits constatés d'avance	24 155	24 155		
TOTAL	5 949 342	5 949 342		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	970 061			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions	10.0000	213 911			213 911

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Fonds commercial

(Code du Commerce Art. R 123-186; PCG Art. 831-2/10)

Nature	Montant des éléments				Montant de la dépréciation
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
Fonds de commerce Rouen	100 000			100 000	
Fonds de commerce Bourges	47 655			47 655	
Fonds de commerce Lille	208 066			208 066	
Fonds de commerce Charonne			76 225	76 225	
Fonds de commerce Ch. Midi			400 000	400 000	
Fonds de commerce Nancy			386 800	386 800	
Enseigne Clientèle Roanne	762			762	
Total	356 483		863 025	1 219 508	

Fonds de commerce Marseille : 280 000
 Fonds de commerce Mulhouse : 76 269
 Fonds de commerce Paris Commerce : 619 510
 Fonds de commerce Nice : 200 000
 Fonds de commerce Clermont Ferrand : 137 910
 Fonds de commerce Rennes : 170 000
 Fonds de commerce Grenoble : 223 310
 Fonds de commerce Strasbourg : 361 810
 Fonds de commerce Caen : 246 310
 Fonds de commerce Blagnac : 44 500
 Fonds de commerce Vélizy : 622 460
 Fonds de commerce Anglet : 45 000
 Fonds de commerce St Germain en Laye : 225 310
 Fonds de commerce Villeneuve d'Ascq : 184 975
 Fonds de commerce Lieusaint : 70 000
 Fonds de commerce Marseille : 205 310
 Fonds de commerce La Pompe : 67 000
 Fonds de commerce Nantes : 440 976
 Fonds de commerce Angers : 233 559
 Fonds de commerce Metz : 37 500
 Fonds de commerce Reims : 17 500
 Fonds de commerce Paris Ste Croix : 40 000
 Fonds de commerce Lille Grande Chaussée : 31 745
 Fonds de commerce Cambrai : 19 000

Soit un total de Fonds de commerce de 5 819 461 euros.

Les fonds de commerce font l'objet de nantissement.

Le fonds de commerce de Lille est déprécié à hauteur de 208 984 €. La dépréciation représente 100 % du fonds de commerce, et de la valeur nette comptable des installations et du mobilier.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Evaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Evaluation des immobilisations incorporelles

Droit au bail :

Les droits au bail sont évalués à leur coût d'acquisition.

Fonds de commerce :

Les fonds de commerce sont évalués à leur valeur d'apport ou à leur coût d'acquisition.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. La valeur nette comptable de l'actif immobilisé est alors comparée à sa valeur actuelle.

- La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour des immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

- La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société.

Si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	3 à 8 ans
Mobilier	Linéaire	2 à 5 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Produits à recevoir

Néant.

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes financières diverses	5
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	58 829
Dettes fiscales et sociales	358 890
Total	417 725

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	530 134
Total	530 134
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	24 155
Total	24 155

Variation des capitaux propres

Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectations	3 336 928
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	3 336 928
Apports recus avec effets rétroactif à l'ouverture de l'exercice N	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	3 336 928
Variation en cours d'exercice	
Variation des primes, réserves, report à nouveau	-567 917
Autres variations	1 417 173
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO	4 186 184
VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	849 256
dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	0
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE HORS OPERATIONS DE STRUCTURE	849 256

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation du chiffre d'affaires net

(PCG Art. 831-2/14)

Répartition par secteur d'activité	Montant
VENTES DE MARCHANDISES	11 728 656
PRESTATIONS DE SERVICES	2 688
Total	11 731 344

Répartition par secteur géographique	Montant
FRANCE	11 731 345
Total	11 731 345

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	2
Agents de maîtrise et techniciens	35
Employés	72
Total	109

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	26 814	
Résultat exceptionnel (hors participation)	822 442	
Résultat comptable (hors participation)	849 256	

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes pris en charge au cours de l'exercice est de 22 408 €.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -**Engagements financiers****Engagements donnés**

Engagements en matière de pensions		39 859
Autres engagements donnés :		5 870 000
Promesse de nantissement mobilier (LCL)	5 870 000	
Total (1)		5 909 859

Montant total à fin décembre 2016, des fonds de commerce et droit au bail affectés en nantissements :

5 870 000 € (dans le cadre de la souscription de financements, dont 3 270 K€ souscrits en 2016).

On notera, au cours de l'exercice 2016, une affectation en nantissement des fonds de commerce et droit au bail, pour une valeur de 3 270 000 € (fonds de commerce et droit au bail acquis au cours de l'exercice 2016 et financés par la souscription en 2016 d'une capex line) :

Les fonds de commerce et droit au bail donnés en nantissements en 2016 sont situés à :

- Le Chesnay, centre commercial Parly 2, 2 avenue Charles de Gaulle
- Saint Laurent du Var, centre commercial Cap 3000, quartier du Lac, 317 avenue E. Donadei
- Bordeaux, 68 rue porte Dijaux
- Vélizy Villacoublay, Centre commercial Vélizy, 2 avenue de l'Europe
- Blagnac, 2 allée Emile Zola
- Rennes, 6 rue nationale
- Strasbourg, 107 Grand'rue
- Clermont Ferrand, 15 rue du 11 novembre
- Grenoble, 22 rue du docteur Mazet
- Caen, 46 rue Saint Pierre

On notera, au cours de l'exercice 2017, une affectation en nantissement des fonds de commerce et droit au bail, pour une valeur de 1 500 000 € (fonds de commerce et droit au bail acquis au cours de l'exercice 2017 et financés par la souscription en 2017 d'une capex line):

Les fonds de commerce et droit au bail donnés en nantissements en 2017 sont situés à :

- Anglet, Avenue Jean Léon Laporte
- Saint Germain en Laye, 31 Rue au Pain
- Marseille La Valentine, All Ray Grassi
- Villeneuve d'Ascq, Centre commercial V2
- Lieusaint, Centre commercial Sénart

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Autres engagements donnés :

- Crédit Mutuel :

Nantissement compte à terme : 27 000 €

Cet engagement avait été donné en contrepartie d'une garantie à première demande de 54 000€ au profit du bailleur de la boutique de Levallois. Suite au congé délivré par la Société au 31 octobre 2021, la Garantie à première demande a été retournée par le bailleur et la levée du nantissement est en cours d'exécution.

-LCL :

Nantissement compte à terme : 45 000 €

Engagements reçus

-Crédit Agricole :

Garantie de loyer : 30 000 €

- Crédit Mutuel :

Garantie de loyer : 54 000 €

-LCL :

Garantie de loyer : 45 000 €

On notera au cours de l'exercice 2016, que la société La Fée s'est portée caution personnelle et solidaire pour le compte des Banques au titre d'un Prêt de 3 270 000€ consenti à sa fille, la société Ma Fée. Ce dernier a intégralement été remboursé au 31 décembre 2021.

On notera au cours de l'exercice 2017, que la société La Fée s'est portée caution personnelle et solidaire pour le compte des Banques au titre d'un Prêt de 1 500 000€ consenti à sa fille, la société Ma Fée.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 832-13)

L'engagement global concernant les indemnités de départ à la retraite est estimé à 39 859 euros au 31/12/2021. Ce montant est calculé en application de la méthode prospective, avec les hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation : 0.99 %
- Age de départ en retraite : 65 ans
- Condition de départ : à l'initiative du salarié
- Droits acquis : convention applicable à l'entreprise
- Taux d'augmentation des salaires (annuel) : 1 %
- Taux de rotation du personnel : moyen
- Taux de charges patronales retenu : 36 % (non cadres) et 42 % (cadres)

La dette actuarielle correspondant au montant des droits non couverts n'est pas provisionnée dans les comptes sociaux et figure dans les engagements financiers.

Identité des sociétés mères consolidant les comptes

(PCG Art. 831-3)

Dénomination sociale	Forme	Capital	Siège social
FEERIC	SAS	1 770 9285	3 Chemin de la Chapelle 42300 MABLY

MA FEE
Société par actions simplifiée
au capital de 2 139 110 euros
Siège social : 3 Chemin de la Chapelle, 42300 MABLY
448 334 045 RCS ROANNE

DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE DU 9 JUIN 2022

**DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
de l'exercice clos le 31 décembre 2021**

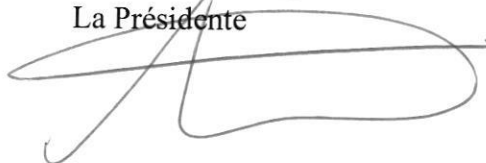
L'associée unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élevant à 849 256,12 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	849 256,12 euros
A la réserve légale	42 462,81 euros
Solde	----- 806 793,31 euros

En totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à 1 618 913,04 euros.

Conformément à la loi, l'associée unique constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Certifié conforme
La Présidente



MA FEE

Société par actions simplifiée

3 Chemin de La Chapelle

42300 Mably

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

MA FEE

Société par actions simplifiée

3 Chemin de La Chapelle

42300 Mably

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'associé unique de la société MA FEE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MA FEE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Paris-La Défense, le 2 juin 2022

Les commissaires aux comptes

Extentis Audit



Frédéric BITBOL

Deloitte & Associés



Bénédicte SABADIE

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2021 12			Exercice N-1 31/12/2020 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires						
	Fonds commercial (1)	5 819 462	291 215	5 528 247	5 632 868	104 622-	1.86-
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF IMMOBILISÉ	Installations techniques, matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	4 667 988	3 713 580	954 408	1 282 297	327 890-	25.57-
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
ACTIF IMMOBILISÉ	Autres immobilisations financières	752 876		752 876	647 395	105 480	16.29
	Total II	11 240 325	4 004 795	7 235 530	7 562 561	327 031-	4.32-
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés	360 632		360 632	278 865	81 767	29.32
	Autres créances	33 613		33 613	148 251	114 638-	77.33-
ACTIF CIRCULANT	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement	77 000		77 000	27 000	50 000	185.19
	Disponibilités	1 898 617		1 898 617	949 223	949 394	100.02
	Charges constatées d'avance (3)	530 134		530 134	489 155	40 979	8.38
	Total III	2 899 996		2 899 996	1 892 494	1 007 502	53.24
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	14 140 321	4 004 795	10 135 526	9 455 055	680 471	7.20

(1) Dont droit au bail 3 113 839
(2) Dont à moins d'un an 0-
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2021 12		Exercice N-1 31/12/2020 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 2 139 110) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation	2 139 110	313 064	2 139 110	313 064		
	Réserves Réserve légale Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées Autres réserves	72 634		72 634			
	Report à nouveau	812 120		1 380 036		567 917	41.15
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	849 256		567 917		1 417 173	249.54
	Subventions d'investissement Provisions réglementées						
	Total I	4 186 184		3 336 928		849 256	25.45
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées						
	Total II						
PROVISIONS	Provisions pour risques Provisions pour charges						
	Total III						
DETTES (1)	Dettes financières Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts auprès d'établissements de crédit Concours bancaires courants Emprunts et dettes financières diverses	214 500	491	1 184 561	1 732	970 061	81.89
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours					1 241	71.66
	Dettes d'exploitation Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales	5 184 781	481 512	4 288 074	608 098	896 707	20.91
						126 586	20.82
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	43 903		35 662		8 241	23.11
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)	24 155				24 155	
	Total IV	5 949 342		6 118 127		168 785	2.76
	Ecart de conversion passif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)		10 135 526		9 455 055		680 471	7.20

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an 5 973 479 5 903 627

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N31/12/202112			Exercice N-131/12/202012		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises	11 728 656		11 728 656	9 887 407		1 841 249	18.62
Production vendue de biens							
Production vendue de services	2 688		2 688	3 012		324	10.76
Chiffre d'affaires NET	11 731 345		11 731 345	9 890 419		1 840 925	18.61
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation			493 761			493 761	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			105 833	851 162		745 329	87.57
Autres produits			7 991	6 737		1 254	18.61
Total des Produits d'exploitation (I)			12 338 930	10 748 318		1 590 611	14.80
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises			4 463 766	3 780 634		683 132	18.07
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements							
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)							
Autres achats et charges externes *			3 938 310	3 668 568		269 742	7.35
Impôts, taxes et versements assimilés			185 708	206 837		21 129	10.22
Salaires et traitements			2 367 283	2 240 231		127 052	5.67
Charges sociales			649 777	613 246		36 531	5.96
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			479 174	576 540		97 366	16.89
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			208 984	129 857		79 127	60.93
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions							
Autres charges			2 808	4 981		2 172	43.61
Total des Charges d'exploitation (II)			12 295 811	11 220 893		1 074 918	9.58
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			43 119	472 575		515 694	109.12
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges affectées à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2021	12	31/12/2020	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				24	24	100.00
Autres intérêts et produits assimilés (3)						
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V			24		24	100.00
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)	16 305		41 652		25 347	60.85
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI	16 305		41 652		25 347	60.85
2. Résultat financier (V-VI)	16 305		41 628		25 323	60.83
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	26 814		514 203		541 017	105.21
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	900 000				900 000	
Produits exceptionnels sur opérations en capital						
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	104 992				104 992	
Total VII	1 004 992				1 004 992	
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			53 714		53 714	100.00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	182 549				182 549	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Total VIII	182 549		53 714		128 836	239.86
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	822 442		53 714		876 156	NS
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)						
Total des produits (I+III+V+VII)	13 343 921		10 748 343		2 595 579	24.15
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	12 494 665		11 316 259		1 178 406	10.41
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	849 256		567 917		1 417 173	249.54

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 10 135 525.82 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 11 731 344.51 Euros et dégagant un bénéfice de 849 256.12 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Evolution du Parc

Sur l'exercice, le périmètre de la Société MA FEE a évolué de la manière suivante :

- Parc succursales :

- Fermetures :

- La Succursale de Paris située 86 rue vieille du Temple, au terme d'un protocole transactionnel d'éviction signé avec son bailleur
- La succursale de Paris Montmartre, située 24 rue Yvonne Le Tac, dont elle a donné congé au 30 juin 2021
- La succursale de Cabriès, située Chemin de la Grande Campagne CC AVANT CAP, dont elle a donné congé au 30 avril 2021
- La succursale de Levallois-Perret, située 32 Rue du P. Wilson, dont elle a donné congé au 31 octobre 2021

- Ouvertures :

- Paris-Marais au 24-26 rue Ste Croix de la Bretonnerie-75004 Paris, par prise de bail au 1er avril 2021
- Cambrai au 6 place du 9 octobre -59400 Cambrai, par acquisition du fonds de commerce d'un affilié au 2 janvier 2021

- Parc Corners en Grands magasins :

- Fermetures : néant
- Ouvertures : néant

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Impact de la crise COVID

L'impact de la crise COVID a continué de se faire ressentir tout au long du premier semestre 2021, tant par les restrictions de déplacement que par le troisième confinement de mars à avril. La Société évalue la perte de chiffre d'affaires sur cette période à 2,4M€HT.

Le deuxième semestre, moins touché par les restrictions sanitaires, a permis à la Société de retrouver un niveau d'activité comparable à 2019.

Dans le cadre des dispositifs de soutien mis en place par le gouvernement, la Société a bénéficié du fonds de solidarité et de l'Aide aux coûts fixes pour un montant total de 496K€.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Impact de la crise COVID et de la Guerre en Ukraine :

La guerre en Ukraine ne remet pas en cause les hypothèses et estimations retenus dans le cadre de l'établissement des comptes au 31 décembre 2021.

Aides " Loyers et charges locatives "

Postérieurement à la clôture, la Société a reçu 216 k€ de subventions au titre des aides " Loyers et charges locatives ", mises en place par l'Etat afin de compenser les effets des restrictions d'activités intervenues au cours du premier semestre 2021.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Continuité d'exploitation :

La société MA FEE appartient au groupe La Fée, dont la société mère est la société Fééric. La société Fééric a émis différents instruments obligataires lors de sa reprise par le fonds Silverfleet en 2012, pour un montant de total de 29 737 K€, dont 26 637 K€ détenus par le fonds Silverfleet lui-même. Le remboursement de l'intégralité de ces titres, tant pour leur valeur nominale que pour leurs intérêts capitalisés, doit intervenir contractuellement au plus tard le 13 décembre 2022, la société ne disposant pas actuellement de la trésorerie nécessaire pour honorer cette échéance.

Anticipant cette problématique de trésorerie, le Groupe La Fée est entré dans un processus de cession depuis le mois de décembre 2021, mandatant la banque d'affaires Transaction et Cie pour l'accompagner. Plusieurs offres indicatives attractives émanant de fonds d'investissement de premier ordre, ont été reçues au cours du mois d'avril 2022, permettant d'obtenir un niveau d'assurance élevé sur la conclusion de la cession du Groupe au cours de l'été, qui permettra d'apporter une réponse à la problématique posée par l'échéance de cette dette obligataire. Sur cette base les états financiers ont été établis en application du principe de continuité d'exploitation.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Afin que le lecteur puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est donnée :

- La société MA FEE est membre d'un groupe consolidé dont la société tête de groupe est : FEERIC SAS - n° SIRET : 533 648 523 00025, au capital social de 17 709 285 euros et dont le siège social est situé : 3 Chemin de la Chapelle - 42300 MABLY.

- Suite à la convention intervenue au niveau du groupe formé des sociétés MA FEE, LA FEE et FEERIC ; celui-ci a opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1er janvier 2013. La charge d'impôt est supportée par chaque société, comme en l'absence d'intégration fiscale, sur son résultat propre. Le gain d'impôt provenant de l'intégration fiscale profite à la société tête de groupe, la société FEERIC.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	5 867 717		71 745
Installations générales agencements aménagements divers	1 920 133		
Matériel de transport	2 492 085		212 401
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	58 351		
Emballages récupérables et divers	541 054		1 433
TOTAL	5 011 622		213 834
Prêts, autres immobilisations financières	647 395		170 445
TOTAL	647 395		170 445
TOTAL GENERAL	11 526 735		456 024

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		120 000	5 819 462	5 819 462
Installations générales agencements aménagements divers		486 400	1 433 733	1 433 733
Matériel de transport		25 184	2 679 302	2 679 302
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		16 671	41 679	41 679
Emballages récupérables et divers		29 214	513 273	513 273
TOTAL		557 469	4 667 988	4 667 988
Prêts, autres immobilisations financières		64 965	752 876	752 876
TOTAL		64 965	752 876	752 876
TOTAL GENERAL		742 434	11 240 325	11 240 325

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Installations générales agencements aménagements divers	1 712 366	88 309	435 159	1 365 516
Matériel de transport	1 556 912	326 686	14 263	1 869 335
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	57 555	299	16 477	41 376
Emballages récupérables et divers	402 493	63 880	29 020	437 352
TOTAL	3 729 325	479 174	494 920	3 713 580
TOTAL GENERAL	3 729 325	479 174	494 920	3 713 580

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.générales agenc.aménag.divers	88 309				
Matériel de transport	326 686				
Matériel de bureau informatique mobilier	299				
Emballages récupérables et divers	63 880				
TOTAL	479 174				
TOTAL GENERAL	479 174				

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles	234 848	208 984	152 617		291 215
TOTAL	234 848	208 984	152 617		291 215
TOTAL GENERAL	234 848	208 984	152 617		291 215
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		208 984	47 625		
exceptionnelles			104 992		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	752 876	- 0	752 876
Autres créances clients	360 632	360 632	
Personnel et comptes rattachés	8 810	8 810	
Taxe sur la valeur ajoutée	22 185	22 185	
Groupe et associés	2 618	2 618	
Charges constatées d'avance	530 134	530 134	
TOTAL	1 677 255	924 379	752 876

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	214 500	214 500		
Fournisseurs et comptes rattachés	5 184 781	5 184 781		
Personnel et comptes rattachés	259 393	259 393		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	212 466	212 466		
Autres impôts taxes et assimilés	9 653	9 653		
Groupe et associés	491	491		
Autres dettes	43 903	43 903		
Produits constatés d'avance	24 155	24 155		
TOTAL	5 949 342	5 949 342		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	970 061			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions	10.0000	213 911			213 911

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Fonds commercial

(Code du Commerce Art. R 123-186; PCG Art. 831-2/10)

Nature	Montant des éléments				Montant de la dépréciation
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
Fonds de commerce Rouen	100 000			100 000	
Fonds de commerce Bourges	47 655			47 655	
Fonds de commerce Lille	208 066			208 066	
Fonds de commerce Charonne			76 225	76 225	
Fonds de commerce Ch. Midi			400 000	400 000	
Fonds de commerce Nancy			386 800	386 800	
Enseigne Clientèle Roanne	762			762	
Total	356 483		863 025	1 219 508	

Fonds de commerce Marseille : 280 000
 Fonds de commerce Mulhouse : 76 269
 Fonds de commerce Paris Commerce : 619 510
 Fonds de commerce Nice : 200 000
 Fonds de commerce Clermont Ferrand : 137 910
 Fonds de commerce Rennes : 170 000
 Fonds de commerce Grenoble : 223 310
 Fonds de commerce Strasbourg : 361 810
 Fonds de commerce Caen : 246 310
 Fonds de commerce Blagnac : 44 500
 Fonds de commerce Vélizy : 622 460
 Fonds de commerce Anglet : 45 000
 Fonds de commerce St Germain en Laye : 225 310
 Fonds de commerce Villeneuve d'Ascq : 184 975
 Fonds de commerce Lieusaint : 70 000
 Fonds de commerce Marseille : 205 310
 Fonds de commerce La Pompe : 67 000
 Fonds de commerce Nantes : 440 976
 Fonds de commerce Angers : 233 559
 Fonds de commerce Metz : 37 500
 Fonds de commerce Reims : 17 500
 Fonds de commerce Paris Ste Croix : 40 000
 Fonds de commerce Lille Grande Chaussée : 31 745
 Fonds de commerce Cambrai : 19 000

Soit un total de Fonds de commerce de 5 819 461 euros.

Les fonds de commerce font l'objet de nantissement.

Le fonds de commerce de Lille est déprécié à hauteur de 208 984 €. La dépréciation représente 100 % du fonds de commerce, et de la valeur nette comptable des installations et du mobilier.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Evaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Evaluation des immobilisations incorporelles

Droit au bail :

Les droits au bail sont évalués à leur coût d'acquisition.

Fonds de commerce :

Les fonds de commerce sont évalués à leur valeur d'apport ou à leur coût d'acquisition.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. La valeur nette comptable de l'actif immobilisé est alors comparée à sa valeur actuelle.

- La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour des immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

- La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société.

Si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	3 à 8 ans
Mobilier	Linéaire	2 à 5 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Produits à recevoir

Néant.

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes financières diverses	5
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	58 829
Dettes fiscales et sociales	358 890
Total	417 725

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	530 134
Total	530 134
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	24 155
Total	24 155

Variation des capitaux propres

Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectations	3 336 928
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	3 336 928
Apports recus avec effets rétroactif à l'ouverture de l'exercice N	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	3 336 928
Variation en cours d'exercice	
Variation des primes, réserves, report à nouveau	- 567 917
Autres variations	1 417 173
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO	4 186 184
VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	849 256
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE HORS OPERATIONS DE STRUCTURE	849 256

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation du chiffre d'affaires net

(PCG Art. 831-2/14)

Répartition par secteur d'activité	Montant
VENTES DE MARCHANDISES	11 728 656
PRESTATIONS DE SERVICES	2 688
Total	11 731 344

Répartition par secteur géographique	Montant
FRANCE	11 731 345
Total	11 731 345

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	2
Agents de maîtrise et techniciens	35
Employés	72
Total	109

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	26 814	
Résultat exceptionnel (hors participation)	822 442	
Résultat comptable (hors participation)	849 256	

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes pris en charge au cours de l'exercice est de 22 408 €.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements en matière de pensions		39 859
Autres engagements donnés :		5 870 000
Promesse de nantissement mobilier (LCL)	5 870 000	
Total (1)		5 909 859

Montant total à fin décembre 2016, des fonds de commerce et droit au bail affectés en nantissements :

5 870 000 € (dans le cadre de la souscription de financements, dont 3 270 K€ souscrits en 2016).

On notera, au cours de l'exercice 2016, une affectation en nantissement des fonds de commerce et droit au bail, pour une valeur de 3 270 000 € (fonds de commerce et droit au bail acquis au cours de l'exercice 2016 et financés par la souscription en 2016 d'une capex line) :

Les fonds de commerce et droit au bail donnés en nantissements en 2016 sont situés à :

- Le Chesnay, centre commercial Parly 2, 2 avenue Charles de Gaulle
- Saint Laurent du Var, centre commercial Cap 3000, quartier du Lac, 317 avenue E. Donadei
- Bordeaux, 68 rue porte Dijeaux
- Vélizy Villacoublay, Centre commercial Vélizy, 2 avenue de l'Europe
- Blagnac, 2 allée Emile Zola
- Rennes, 6 rue nationale
- Strasbourg, 107 Grand'rue
- Clermont Ferrand, 15 rue du 11 novembre
- Grenoble, 22 rue du docteur Mazet
- Caen, 46 rue Saint Pierre

On notera, au cours de l'exercice 2017, une affectation en nantissement des fonds de commerce et droit au bail, pour une valeur de 1 500 000 € (fonds de commerce et droit au bail acquis au cours de l'exercice 2017 et financés par la souscription en 2017 d'une capex line):

Les fonds de commerce et droit au bail donnés en nantissements en 2017 sont situés à :

- Anglet, Avenue Jean Léon Laporte
- Saint Germain en Laye, 31 Rue au Pain
- Marseille La Valentine, All Ray Grassi
- Villeneuve d'Ascq, Centre commercial V2
- Lieusaint, Centre commercial Sénart

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Autres engagements donnés :

- Crédit Mutuel :

Nantissement compte à terme : 27 000 €

Cet engagement avait été donné en contrepartie d'une garantie à première demande de 54 000€ au profit du bailleur de la boutique de Levallois. Suite au congé délivré par la Société au 31 octobre 2021, la Garantie à première demande a été retournée par le bailleur et la levée du nantissement est en cours d'exécution.

-LCL :

Nantissement compte à terme : 45 000 €

Engagements reçus

-Crédit Agricole :

Garantie de loyer : 30 000 €

- Crédit Mutuel :

Garantie de loyer : 54 000 €

-LCL :

Garantie de loyer : 45 000 €

On notera au cours de l'exercice 2016, que la société La Fée s'est portée caution personnelle et solidaire pour le compte des Banques au titre d'un Prêt de 3 270 000€ consenti à sa fille, la société Ma Fée. Ce dernier a intégralement été remboursé au 31 décembre 2021.

On notera au cours de l'exercice 2017, que la société La Fée s'est portée caution personnelle et solidaire pour le compte des Banques au titre d'un Prêt de 1 500 000€ consenti à sa fille, la société Ma Fée.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 832-13)

L'engagement global concernant les indemnités de départ à la retraite est estimé à 39 859 euros au 31/12/2021. Ce montant est calculé en application de la méthode prospective, avec les hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation : 0.99 %
- Age de départ en retraite : 65 ans
- Condition de départ : à l'initiative du salarié
- Droits acquis : convention applicable à l'entreprise
- Taux d'augmentation des salaires (annuel) : 1 %
- Taux de rotation du personnel : moyen
- Taux de charges patronales retenu : 36 % (non cadres) et 42 % (cadres)

La dette actuarielle correspondant au montant des droits non couverts n'est pas provisionnée dans les comptes sociaux et figure dans les engagements financiers.

Identité des sociétés mères consolidant les comptes

(PCG Art. 831-3)

Dénomination sociale	Forme	Capital	Siège social
FEERIC	SAS	17709285	3 Chemin de la Chapelle 42300 MABLY